Le JDD, 22 septembre 2013

La France lance l'offensive contre les géants du Net

NUMÉRIQUE Paris joue les chefs de file en Europe et veut faire émerger sur le Vieux Continent les entreprises de demain

CAMILLE NEVEUX

La pratique, bien connue des hôtes de Bercy, est une première dans le domaine du Web. La ministre de l'Economie numérique, Fleur Pellerin, réunit mardi sept de ses homologues européens pour un « mini-sommet » avant le Conseil bruxellois des 24 et 25 octobre, en présence de Neelie Kroes, la commissaire chargée des nouvelles technologies. L'objectif est assumé: lancer l'offensive contre les géants américains du Net symbolisés par Google, Apple, Facebook et Amazon, aussi connus sous l'acronyme Gafa.

Les enjeux de cette réunion sont multiples avec, en premier lieu, celui de la fiscalité: grâce à l'optimisation fiscale, le quatuor n'a payé que 37,5 millions d'euros d'impôts en France en 2011, contre 830 millions s'ils s'étaient conformés aux règles, selon un récent rapport de la Fédération française des Télécoms. La nécessité de mieux protéger les données personnelles sera aussi mise sur la table: la « bande des quatre » fait chaque jour son beurre des informations que les utilisateurs disséminent sur le Net, sans respecter la vie privée, comme l'a montré l'affaire d'espionnage Prism...

Google modifie son algorithme et des entreprises disparaissent

Le dernier enjeu est, lui, industriel. « *L'Europe a loupé la deuxième génération de l'Internet, celle de l'avènement de moteurs de recherche, des applications et des réseaux sociaux* », reconnaît un conseiller ministériel. Avec comme conséquence des géants américains hyperpuissants qui se moquent du principe de « neutralité du Net », où tous les acteurs doivent jouer à armes égales. Lorsque Google modifie son algorithme, des dizaines d'entreprises peuvent disparaître du jour au lendemain du moteur de recherche... et voir leur business d'effondrer au profit de ceux développés par le géant de Mountain View. Apple dispose aussi d'un pouvoir de vie et de mort sur les applications qu'il choisit de valider: la start-up française AppGratis en a fait les frais en avril, subitement supprimée de l'App Store pour avoir enfreint le règlement édicté par la marque à la pomme. « *On a le sentiment que les trusts américains du début du siècle, qui contrôlaient tout via des ententes illicites, se sont reconstitués*, rapporte-t-on à Bercy. *Ces puissances nous verrouillent complètement. La récente vente du finlandais Nokia à Microsoft a signé la dernière bérézina de l'Europe du numérique... Il faut la reconstruire.* »

Un bras de fer avec Bruxelles

Pas question pour le Vieux Continent, France en tête, de laisser passer la troisième génération du Net qui débute. L'objectif est de favoriser l'émergence de figures de proue européennes dans le secteur du *big data* (l'économie générée par les données personnelles), du *cloud* (le stockage des données, dit « dans les nuages ») et des objets connectés. « *L'Europe ne doit pas devenir un simple espace de consommation des services numériques développés ailleurs* », décrit la « contribution française » au mini-sommet, que le JDD s'est procurée. Le chef de l'Etat lui-même a fait de ce sujet, synonyme de compétitivité et d'emplois, une priorité: François Hollande a piloté cette semaine, à l'Elysée, une réunion préparatoire en présence de Jean-Marc Ayrault et de six ministres...

En arrière-cour se joue aussi un bras de fer avec la Commission européenne, soupçonnée de manque de fermeté vis-à-vis des géants américains. La France entend faire pression sur Bruxelles avant les élections européennes de 2014. Et ne manque pas d'idées à lui soumettre: Fleur Pellerin s'est ainsi prononcée jeudi, dans *Libération*, pour la création d'une « *autorité de régulation* » européenne dans le numérique, comme cela existe dans l'énergie ou les transports. Bercy a aussi mandaté le Conseil national du numérique, le 3 juillet, pour « *former des propositions sur le sujet de la neutralité des plateformes* » avec l'aide de l'Inspection générale des Finances, dans un courrier dont le JDD a eu connaissance. Tout l'enjeu reste de savoir si la France réussira à rallier ses voisins européens à cette cause pourtant commune.

Les ministres Fleur Pellerin (chargée des PME, de l'Innovation et de l'Economie numérique), Pierre Moscovici (Economie et Finances) et Arnaud Montebourg (Redressement productif). CHRISTOPHE LE GOFF/FRANCEINFO:C

.

Phoca PDF